



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran - 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SASU EOLIENNES ARQUES 3

2 Boulevard de la Loire
44200 Nantes

Code AIOT : 0006809885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2024 dans l'établissement SASU EOLIENNES ARQUES 3 implanté Le Mazet 12290 Arques. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SASU EOLIENNES ARQUES 3
- Le Mazet 12290 Arques
- Code AIOT : 0006809885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TOTAL ENERGIES exploite 11 éoliennes sur la commune d'Arques réparties sur 3 installations :

- Arques 1 (4 éoliennes : E1, E2, E3 et E4) ;
- Arques 2 (4 éoliennes : E5, E6, E7 et E8) ;
- Arques 3 (3 éoliennes : E9, E10 et E11).

Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON E70 d'une hauteur de mât de 85 m (sauf E4

qui a une hauteur de 64 m) pour une puissance unitaire de 2 MW. Le parc éolien d'Arques 3 est une installation classée soumise au régime de l'autorisation au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique n°2980 de la nomenclature. Il a été mis en service en décembre 2018. Des mesures de protection des chiroptères et des oiseaux ont été mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande d'action corrective	
16	Biodiversité	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
13	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 3	Sans objet
15	Biodiversité	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1	Sans objet
17	Biodiversité	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1	Sans objet
18	Biodiversité	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est bien maintenue par l'exploitant.

Toutefois la solution choisie pour la gestion des déchets est à surveiller et le bridage chiropères est à reparamétrer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'inspection constate que les informations présentes sur la plateforme Oreol ne sont pas à jour. Le parc éolien Arques 3 est présenté comme étant "en instruction".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour les données sur la plateforme Oreol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection s'est rendue à l'éolienne E11 et a constaté que la voie d'accès est carrossable et entretenue. Les abords de l'éolienne E11 sont propres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a constaté que les accès au poste de livraison d'Arques 3 et à l'éolienne E11 sont maintenus fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection constate que l'éolienne E11 est correctement identifiée. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées pour l'accès à l'éolienne. Toutefois, l'inspection constate l'absence de panneau sur le chemin d'accès aux éoliennes E09, E10 et E11 et constate que le panneau relatif aux soins aux électrisés présent à l'extérieur du poste de livraison d'Arques 3 n'est pas lisible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de remplacer les panneaux relatifs aux soins aux électrisés afin qu'ils soient lisibles et de mettre en place un panneau indiquant les risques et consignes sur le chemin d'accès aux éoliennes E09, E10 et E11.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection constate que l'intérieur de l'éolienne E11 est propre et qu'il n'y a pas d'entreposage de matériaux à l'intérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un registre de maintenance papier dans le mat de l'éolienne E11. L'exploitant a également présenté un registre de maintenance dématérialisé. L'inspection a constaté que les tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse ont été réalisés le 10 novembre 2023. Le dernier rapport de vérifications des installations électriques date quant à lui du 17 octobre 2023. Il est toutefois noté que le local de transformation au sous-sol de l'éolienne n'a pas pu être vérifié pour des raisons d'inaccessibilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de maintenance relatifs au contrôle des brides et du mât de l'éolienne E11. L'inspection constate que les fréquences de contrôle sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un tableau reprenant la liste des systèmes instrumentés de sécurité ainsi que les tests et maintenance associés. L'inspection a constaté par sondage sur l'éolienne E11 que les contrôles des équipements ont été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de maintenance de l'éolienne E11. L'inspection a constaté par sondage la mention des contrôles dans ce registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté le manuel d'entretien de l'installation et l'inspection a vérifié par sondage que les opérations de maintenance sont réalisées conformément à ce manuel et consignées sur le registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les déchets sont triés et stockés dans un conteneur à proximité de l'éolienne E09. L'inspection a noté une présence non négligeable d'eau au fond de ce conteneur que l'exploitant n'a pas pu expliquer. L'inspection note également la présence d'eau dans les sacs notamment celui contenant des cartouches de graisse. L'inspection a constaté que certains sacs étaient percés. Toutefois l'inspection ne constate pas de fuite du conteneur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de caractériser l'origine de l'infiltration d'eau et de mettre en place des actions permettant de garantir que les déchets sont triés et stockés dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats :

L'inspection a constaté dans l'éolienne E11 la présence des consignes de sécurité reprenant les éléments requis par l'article 22.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne E11 et a constaté que la dernière vérification des extincteurs du pied et du sommet de cette éolienne date du 2 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2016, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant de la garantie financière par application de la formule précédente adaptée à l'année n de réactualisation. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. Les justifications du calcul d'actualisation et de la mise à jour de la garantie financière sont transmises au préfet.
Constats : L'acte de cautionnement à disposition de l'inspection concernant le parc éolien d'Arques 3 a expiré le 31 décembre 2023. L'exploitant a transmis le 5 avril 2024 le nouvel acte de cautionnement signé le 19 janvier 2024, prenant effet à compter du 1er janvier 2024 et expirant le 31 décembre 2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. ... Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : L'inspection a constaté l'absence de point d'eau et d'arbrisseaux sous la zone de rotation des pales de l'éolienne E11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : Mise en place d'un plan de bridage chiroptères Ce bridage doit être opérationnel, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer : <ul style="list-style-type: none">- Entre le 1er mai et le 30 juin lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5 m/s,- Entre le 1er juillet et le 30 septembre lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5,5 m/s,- Entre le 1er octobre et le 31 octobre lorsque : la température est supérieure ou égale à 12° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5 m/s,- Entre le 1er novembre et le 15 novembre lorsque : la vitesse de vent est inférieure ou égale à 2 m/s,
Constats : L'inspection a constaté que le paramétrage de l'éolienne E11 respecte les dates, les valeurs de vitesses de vent et de températures, toutefois l'inspection constate que le bridage démarre 30 minutes après le coucher du soleil et s'arrête 30 minutes avant le lever du soleil.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de modifier les paramètres du bridage afin que celui-ci soit opérationnel entre le coucher du soleil et le lever du soleil en fonction des dates et conditions de vent et de température mentionnées dans l'arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : En cas de défaillance du bridage chiroptère La défaillance du bridage chiroptère est le non-respect du plan de bridage pour des raisons techniques sur tout où partie des éoliennes du parc. L'exploitant informe l'inspecteur de la DREAL dès qu'il a connaissance d'une défaillance du bridage. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la défaillance pour apporter la solution technique. Au-delà de ce délai, les éoliennes concernées par la défaillance sont mises à l'arrêt tant que la solution technique n'est pas mise en œuvre. Les défaillances du plan de bridage sont notifiés dans un registre de défaillance et de maintenance.
Constats : L'exploitant n'a pas constaté de défaillance du bridage chiroptère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Autre
Prescription contrôlée : En cas de panne du SDA L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures. L'exploitant informe la DREAL dès qu'il a connaissance d'une panne affectant le bon fonctionnement du SDA. L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA. Les pannes du SDA sont consignées dans un registre de panne et de maintenance.
Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les contrôles du SDA, ainsi que le registre. Les pannes sont consignées dans le registre de maintenance. Le parc éolien d'Arques 3 a connu un dysfonctionnement du SDA du 18 au 28 août 2023.

Type de suites proposées : Sans suite